



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité départementale de Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 Nantes Cedex 2

Nantes, le 08/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BRANGEON RECYCLAGE

7 route de Montjean
CS 80046
La Pommeraye
49620 Mauges-Sur-Loire

Références : N3-2026-438 - RAPPORT
Code AIOT : 0006305402

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2026 dans l'établissement BRANGEON RECYCLAGE implanté Rue Blaise Pascal ZAC de la Brosse 44400 Rezé. L'inspection a été annoncée le 19/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BRANGEON RECYCLAGE
- Rue Blaise Pascal ZAC de la Brosse 44400 Rezé

- Code AIOT : 0006305402
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Site de tri, transit, regroupement de déchets

Thèmes de l'inspection :

- AN26 Accidentologie TTR
- Déchets
- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rondes	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4	Demande d'action corrective	1 mois
9	Gestion des eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 5.3.1, 5.3.2.2, 5.3.2.3 et 5.4	Demande d'action corrective	1 mois
10	Contrôle des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.3	Demande d'action corrective	1 mois
11	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.10.1 et 8.10.2	Demande d'action corrective	1 mois
13	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 02/12/2009, article 3.3.1	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Détection et surveillance	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3	Sans objet
3	Présence du plan de défense contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5	Sans objet
4	Maîtrise des sinistres	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6	Sans objet
5	Ilottage	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Traçabilité	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10	Sans objet
7	Petits îlots	Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9. I	Sans objet
8	Organisation liée au REX	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Sans objet
12	Traitement des déchets (broyage de bois - cisailage des métaux)	Arrêté Préfectoral du 02/12/2009, article 1.1.4, 3.4.6.1 et 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

5 non-conformités ont été relevées au cours de la visite d'inspection. En conséquence, des actions correctives et des justificatifs associés sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Détection et surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2026, Lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les zones susceptibles de contenir des déchets combustibles ou inflammables sont équipées d'une détection automatique de départ d'incendie et d'une transmission automatique des alertes à une personne interne ou externe désignée par l'exploitant et formée en vue de déclencher les opérations nécessaires. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du périmètre concerné et permet d'assurer l'alerte précoce de tout ou partie des personnes présentes sur le site. Lorsqu'il existe un dispositif d'extinction automatique pour la zone considérée, celui-ci peut être utilisé pour la détection sur cette zone, si le dispositif d'extinction automatique est conçu pour cela.</p> <p>Lorsque personne n'est présent sur le site, l'alerte est retransmise automatiquement à une personne formée et désignée par l'exploitant, pouvant appartenir à une entreprise de télésurveillance. Cette personne dispose des moyens lui permettant de visualiser à distance les différentes zones pour confirmer le départ d'incendie, et d'alerter dans les meilleurs délais l'exploitant et les services d'incendie et de secours.</p> <p>En cas d'impossibilité technique pour visualiser à distance les différentes zones, une personne arrive au sein de l'installation dans un délai maximal de 15 minutes suivant le début de l'alerte afin d'effectuer une levée de doute, et ainsi alerter immédiatement l'exploitant et les services d'incendie et de secours en cas de départ de feu avéré.</p> <p>Les dispositions du présent article ne s'appliquent pas lorsque les déchets combustibles ou inflammables sont uniquement stockés dans des petits îlots.</p> <p>L'exploitant fait réaliser les vérifications périodiques prévues à l'article 68 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé au moins une fois par an.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'ensemble du site est sous détection automatique de départ d'incendie (5 caméras thermographiques). Les alertes sont transmises automatiquement au responsable de site ainsi qu'au chef de chantier. Hors des heures d'ouverture, l'alerte est transmise à un prestataire extérieur, spécialisé dans la télésurveillance.</p> <p>Le système de détection d'incendie a été mis en place, il y a moins d'un an, aucune vérification des éléments de détection n'a, en conséquence, encore été réalisée. L'exploitant a transmis le dossier des ouvrages exécutés (DOE) correspondant à la mise en place du système.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Rondes

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant organise des rondes dans les zones contenant des déchets combustibles ou inflammables afin de détecter au plus tôt un départ d'incendie ou un échauffement anormal selon les modalités suivantes :</p> <p>a) Lorsque personne n'est présent sur le site après sa fermeture, l'exploitant organise une ronde dans l'ensemble de ces zones à la fermeture du site et deux heures après le dernier arrivage de déchets sur le site ;</p> <p>b) Lorsque l'exploitant organise une présence permanente sur le site, il s'assure que des rondes régulières sont effectuées dans l'ensemble des zones en dehors des périodes où des tris et traitements sont effectués.</p> <p>II. - L'exploitant détermine les consignes concernant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la fréquence et les conditions de réalisation des rondes ; - le parcours des rondes et les points d'observation ; - la formation du personnel concerné ; - le matériel adapté à la détection précoce d'incendie avec lequel les rondes sont effectuées et sa maintenance lorsqu'il n'y a pas de système de détection fixe ; - les actions à entreprendre selon des critères définis préalablement et visant à éviter tout départ de feu ou à en limiter les conséquences au minimum.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare faire réaliser des rondes sur l'ensemble des zones d'activité à la fermeture du site. Ces rondes sont réalisées munies d'une caméra thermique portable. Les rondiers signent la feuille d'émargement .</p> <p>L'exploitant a transmis les éléments de justification de réalisation de ces rondes (feuilles d'émargement). Les rondiers sont informés de la nécessité d'une ronde à réaliser en fin de journée, des zones d'entreposage à contrôler (zones d'entreposage des déchets combustibles) et disposent du matériel adapté à ce contrôle (caméra thermique portable). Cependant, ces consignes n'ont pas été formalisées dans un document à l'usage des rondiers.</p> <p>Des apports de déchets issus des déchetteries sont réalisés sur site en autonomie. Pour ces apports, l'exploitant n'a pas mis en place de système de ronde.</p>

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure qu'une ronde soit réalisée deux heures après le dernier arrivage de déchets sur site et met en place une ronde pour les apports de déchets hors des heures ouvrables, notamment le week-end pour les apports issus de déchetterie.</p> <p>L'exploitant doit rédiger une consigne pour formaliser les actions réalisées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Présence du plan de défense contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan de défense incendie contenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Consignes à l'attention des salariés des actions à réaliser et des précautions à prendre en cas d'incendie, - La désignation des personnes à contacter en cas d'incendie et leur numéro de téléphone, - Les consignes en cas d'incendie, - Le plan identifiant les moyens de protection incendie (RIA et les poteaux incendie interne, réserve de matériaux inertes), - Le plan des réseaux de collecte des eaux et identification du système de confinement des eaux, - Le plan identifiant les dangers présents sur le site, - Le plan des installations, - Les fiches de données de sécurité, - L'état des stocks, - Les attestations de formation des agents (équipier de première intervention). <p>Les documents sont constatés lisibles et à jour.</p> <p>Ce plan de défense incendie est accessible à l'extérieur du site dans une boîte rouge (à proximité du portail d'entrée). Cette boîte est fermée et ouvrable avec une clef pompier.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Lors de la prochaine mise à jour du plan de défense incendie, l'exploitant intègre la modification de la procédure d'information de l'inspection des installations classées en cas d'incident/accident (téléprocédure) en vigueur depuis le 1er janvier 2026.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Maîtrise des sinistres

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours. En cas d'incendie, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour assurer la sécurité des personnes et met en œuvre les actions prévues par le plan de défense d'incendie, ainsi que les autres actions prévues par son plan d'opération interne lorsqu'il existe. Dans le trimestre qui suit le début de l'exploitation, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie. Pour les installations existantes, l'exploitant organise un exercice de défense contre l'incendie au plus tard le 1er juillet 2024. Cet exercice est renouvelé au moins tous les trois ans. Les exercices font l'objet de comptes rendus qui sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et des services de secours pendant au moins cinq ans. Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une information sur les risques des installations et la conduite à tenir en cas de sinistre. Ils reçoivent une formation à la mise en œuvre des moyens d'intervention s'ils sont susceptibles d'y contribuer. Un plan de prévention prévu à l'article R. 4512-6 du code du travail peut répondre à ces obligations dans la mesure où son contenu répond aux objectifs ci-dessus. Lorsque la présence de matériaux inertes destinés à étouffer un incendie est requise, des personnes en nombre suffisant sont formées à leur transport et à leur utilisation en cas de sinistre, ainsi qu'au port des équipements de protection individuelle éventuellement nécessaires. Le matériel adapté pour réaliser les manœuvres nécessaires est à disposition et facilement accessible en cas de nécessité.
Constats : L'exploitant dispose d'un téléphone permettant d'alerter les services d'incendie et de secours en cas d'incendie sur site. L'exploitant déclare organiser un exercice incendie sur site chaque mois. Ce dernier a transmis le compte-rendu d'exercice réalisé le 6 janvier 2026. Le scénario de cet exercice était un incendie au niveau du bâtiment d'entreposage des métaux et des déchets dangereux (batteries usagées, liquides dangereux). Tous les agents ont suivi une formation d'équipier de première intervention. Les attestations de formation ont été transmises par l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Ilotage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 9 II
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
Prescription contrôlée : II. - Les déchets combustibles ou inflammables sont entreposés dans des îlots. La configuration géométrique de ces îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres

<p>d'une face accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur maximale d'entreposage est de six mètres.</p> <p>Les îlots sont délimités et séparés par des allées de largeur d'au moins cinq mètres. Cette largeur peut être supprimée en cas d'installation d'un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120, d'une hauteur dépassant d'au moins un mètre la hauteur maximale d'entreposage sur toute la longueur de l'îlot.</p> <p>Les îlots en extérieur sont délimités et situés à au moins dix mètres des bâtiments de l'installation. Cette distance peut être supprimée si le bâtiment est équipé d'une toiture qui satisfait la classe BROOF (T3) et si le bâtiment est isolé par une paroi REI 120 dépassant d'au moins un mètre de la toiture et du sommet de l'entreposage extérieur, ou si ces îlots sont équipés d'un système d'extinction automatique d'incendie déclenchant la mise en œuvre de moyens fixes de refroidissement installés sur les parois externes de l'entrepôt. Le déclenchement automatique n'est pas requis lorsque la quantité maximale susceptible d'être présente dans l'îlot extérieur considéré, est inférieure à dix m3 de déchets combustibles ou à un m3 de déchets inflammables.</p>
<p>Constats :</p> <p>Aucun petit îlot n'est déclaré par l'exploitant. Chaque îlot d'entreposage de déchets est délimité sur 3 faces par des murs REI 240 sur une hauteur de 4,80 mètres.</p> <p>La configuration géométrique des îlots est telle que tout point est situé à moins de dix mètres d'une façade accessible par les services d'incendie et de secours sur au moins une face.</p> <p>La hauteur des îlots ne dépasse les 6 mètres de haut.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Traçabilité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 10</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>En complément du registre prévu à l'article L. 541-7 du code de l'environnement, l'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. Cette comptabilité des stocks peut être réalisée par différence à partir des bons de pesée établis en entrée et en sortie du site ou par tout autre moyen équivalent défini par l'exploitant. L'état des déchets stockés est mis à jour au moins de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Pour les déchets dangereux, cet état est mis à jour au moins de manière quotidienne. Un bilan annuel tenu à disposition à l'inspection des installations classées indique nominativement la liste des sites destinataires des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant tient la comptabilité des stocks présents sur l'exploitation. La mise à jour de l'état des stocks est faite à une fréquence hebdomadaire.</p> <p>L'exploitant a transmis le dernier état des stocks établi le 16 mars 2026. Cet état des stocks est cohérent avec les volumes constatés sur site.</p> <p>L'état des stocks mis à jour est inclus dans le plan de défense incendie accessible à tout moment.</p> <p>L'exploitant transmet chaque année son bilan annuel. Ce dernier précise notamment les exutoires de l'ensemble des déchets transitant sur son site d'exploitation.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Petits îlots

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 1 et 9. I
Thème(s) : Risques accidentels, lutte contre l'incendie dans le secteur des déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Petit îlot : zone susceptible de contenir des déchets combustibles ou inflammables qui remplit les conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le volume de déchets contenu dans la zone est inférieur à dix m3 si elle est située dans un bâtiment ouvert ou fermé, et à 30 m3 sinon ; - les limites en longueur, largeur et hauteur de la zone sont matérialisées en permanence (benne, peinture, piquet, mur...) ; - la zone est séparée des autres zones, bâtiments, îlots, locaux, parking ou tiers par une distance d'au moins cinq mètres ou par un mur coupe-feu de caractéristiques minimales REI 120. <p>9. I. - Une zone couverte ne peut contenir plus de cinq petits îlots. Chacun de ces petits îlots contient un flux de déchets différent.</p> <p>Une installation ne peut contenir plus de cinq petits îlots en zone non couverte.</p> <p>Les prescriptions aux zones non couvertes peuvent être adaptées par arrêté préfectoral conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, au vu des circonstances locales et en fonction des caractéristiques de l'installation et de la sensibilité du milieu, lorsqu'elles empêcheraient la réalisation des obligations de tri à la source et de collecte séparée sur l'installation.</p> <p>A cet effet, le pétitionnaire transmet au préfet :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la justification technique du nombre de petits îlots supplémentaires demandés ; - une étude démontrant l'absence d'effets domino.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant déclare aucun petit îlot sur site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Organisation liée au REX

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion du REX
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures</p>

d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnées à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

L'exploitant déclare alimenter un registre des accidents/incidents survenus sur le site d'exploitation à l'usage de l'ensemble des responsables de site de la société BRANGEON RECYCLAGE. Ce registre amène la direction à prendre des mesures correctives et d'amélioration ou à communiquer sur certaines situations.

L'exploitant déclare que la société BRANGEON RECYCLAGE a connu un certain nombre d'évènements incendie ces dernières années notamment sur ces sites de Cholet et des Herbiers qui ont amenés l'exploitant à consolider la stratégie de lutte contre l'incendie sur ses sites d'exploitation :

- Mise en place d'une détection incendie couvrant l'ensemble des sites,
- Mise en place de réserves de matériaux inertes,
- Mise en place de grands récipients pour vrac (GRV) d'1 m3 remplis d'eau,
- Identification des éléments de protection incendie par un marquage rouge.

Ces éléments de protection ont été constatés sur le site d'exploitation.

L'exploitant a transmis les derniers éléments produits suite au dernier évènement incendie survenu sur le site (incendie du 27 janvier 2026). Ces éléments reprennent la chronologie des évènements et les axes d'amélioration à mettre en place.

Une communication sécurité est produite par l'exploitant. Cette dernière est diffusée à l'ensemble du groupe BRANGEON et reprend les dernières situations accidentelles et les retours d'expérience associés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pou information : En vigueur depuis le 1er janvier 2026, en cas d'incident ou d'accident, l'exploitant procède à la télédéclaration sur le site [entreprendre.service-public.gouv.fr : demarches.servic-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e2s1](https://entreprendre.service-public.gouv.fr/demarches/servic-public.gouv.fr/pro_mademarche/DeclarationIncidentAccident/demarche?execution=e2s1). A noter que cette déclaration ne se substitue pas à une information directe de l'inspection des installations classées pendant la gestion de l'évènement lorsque cela est nécessaire.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Gestion des eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 5.3.1, 5.3.2.2, 5.3.2.3 et 5.4

Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle - traitement des eaux - entretien des systèmes de traitement

Prescription contrôlée :

Art. 5.3.1 : Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- 1) les eaux usées sanitaires et les eaux des cases à verre sont collectées séparément. Elles sont raccordées au réseau d'assainissement collectif les dirigeant vers la station d'épuration des eaux usées du même type de la petite Californie ;
- 2) les eaux pluviales de toitures des bâtiments de la zone des DIB non métalliques (bâtiments B5 à B7 des cartons, papiers, plastiques, bois et DIB en mélange) sont collectées séparément pour l'alimentation de la réserve d'eau incendie. Le trop plein est dirigé vers le bassin de recueil des eaux pluviales du site ;
- 3) les eaux pluviales de ruissellement sur la plate forme réservée aux métaux et aux VHU sont collectées séparément et transitent dans un décanteur séparateur à hydrocarbures spécifique avant d'être déversées dans le bassin de recueil des eaux pluviales du site ;
- 4) les eaux pluviales des aires imperméabilisées extérieures sur les plates formes non couvertes associées aux déchets banals hors métaux, de voiries ou stationnement et de lavage éventuel de ces aires imperméabilisées, ainsi que les eaux de toitures (hors celles visées au point 2 ci-dessus) transitent par un décanteur de 10 m³ minimum, avant déversement dans le bassin de recueil des eaux pluviales du site ;
- 5) les eaux de ruissellement sur l'aire de distribution du carburant sont collectées séparément et transitent dans un décanteur séparateur à hydrocarbures spécifique avant déversement dans le bassin de recueil des eaux pluviales du site ;
- 6) en sortie du bassin des eaux pluviales du site d'une capacité de rétention totale de 600 m³ minimum, les effluents transitent dans un décanteur séparateur avant déversement dans le réseau collectif des eaux pluviales de la zone industrielle rejoignant l'Ilette.

Dans le cas d'un traitement dans une station d'épuration collective relevant de la loi sur l'eau, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les informations techniques relatives à l'acceptabilité de ces effluents dans cette station en particulier l'autorisation de déversement des eaux usées non domestiques dans le réseau d'assainissement public au titre de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique.

Art. 5.3.2.2 : Caractéristiques des rejets

Les effluents rejetés dans un réseau collectif doivent être exempts :

- de matières flottantes ;
- de produits susceptibles de dégager en égout ou dans le milieu naturel directement ou indirectement des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes.

Avant leur déversement au réseau collectif des eaux pluviales rejoignant l'Ilette, les effluents doivent respecter, au minimum, les caractéristiques suivantes :

- Température : inférieure à 30°C ;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (ou 9,5 s'il y a neutralisation alcaline) ;
- DCO < 125 mg/l ;
- MEST < 35 mg/l (100 mg/l si le rejet est inférieur à 15 kg/j) ;
- DBO5 < 30 mg/l ;
- Azote global (comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal et l'azote oxydé) : 30 mg/l en concentration moyenne mensuelle (en N) si le flux est égal ou supérieur à 50 kg/jour ;
- Hydrocarbures totaux < 5 mg/l ;
- Fer et aluminium et leurs composés < 5 mg/l (Al+ Fe) si le rejet dépasse 20 g/j ;
- Autres métaux :
 - Cadmium et composés < 0,2 mg/l
 - Chrome et composés < 0,5 mg/l dont chrome hexavalent et composés < 0,1 mg/l
 - Cuivre et composés < 0,5 mg/l
 - Mercure et composés < 0,05 mg/l

- Nickel et composés < 0,5 mg/l
- Plomb et composés < 0,5 mg/l
- Zinc et composés < 2 mg/l

Ces valeurs limites doivent être respectées avant toute dilution. Pour toute autre substance, la valeur limite à respecter est fixée, si elle y est référencée, par l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié.

Sans préjudice des règles imposées à l'article L. 1331-10 du code de la santé publique, les effluents visés au point 1 de la case à verre déversés dans un réseau d'assainissement collectif urbain, doivent respecter a minima, les valeurs limites ci-dessus fixées pour le pH, la température, la teneur en hydrocarbures et les métaux. Lorsque le flux maximal apporté par l'effluent est susceptible de dépasser 15 kg/j de DBO5 ou 45 kg/j de DCO, les valeurs en concentration à respecter pour les autres paramètres sont : DCO < 2000 mg/l, MES < 600 mg/l, DBO5 < 800 mg/l, azote global < 150 mg/ et phosphore total < 50 mg/l (article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié).

Art. 5.3.2.3 : Surveillance des rejets dans le réseau des eaux pluviales et dans le réseau d'assainissement (case à verre)

En sortie du dispositif de pré-traitement (décanteur séparateur à hydrocarbures) traitant les eaux pluviales de ruissellement du site et avant rejet dans le réseau public, l'exploitant fait procéder à des prélèvements d'échantillons d'effluents représentatifs du rejet aux fins d'analyses au moins deux fois par an, par un organisme tiers.

Les analyses portent au minimum sur le contrôle du respect, a minima, des valeurs limites ci-avant réglementées : pH, DCO, DBO5, MEST, hydrocarbures et les métaux. Le laboratoire d'analyse doit être accrédité ou agréé par le ministère en charge de l'écologie pour les paramètres considérés.

Ces contrôles font l'objet d'une synthèse annuelle accompagnée des commentaires sur les résultats notamment en cas de dépassements des valeurs limites fixées ci-dessus. Le cas échéant, il est accompagné de la présentation par l'exploitant des mesures prises, dans les plus brefs délais, pour remédier aux écarts constatés.

Le bilan de la présentation des résultats et mesures éventuelles en cas d'écart sont présentés à l'inspection des installations classées dans le cadre du rapport annuel.

Les modalités des contrôles (périodicité, nature des paramètres à analyser) pourront être modifiées en accord avec l'inspection des installations classées.

Le bilan des mesures de surveillance sur les effluents des cases à verre déversés dans le réseau public d'assainissement est présenté à l'inspection des installations classées dans le cadre du rapport annuel.

Art. 5.4 : Entretien des installations de collecte et de traitement

L'exploitant met en place des consignes pour le contrôle et l'entretien périodiques ou réguliers de ses installations de collecte, de pré traitement, de stockage tampon et, le cas échéant, de prélèvement des effluents aqueux en vue de les maintenir en bon état de fonctionnement. Dans ce cadre, l'étanchéité du bassin de stockage tampon de confinement et d'orage, est vérifiée périodiquement à une fréquence déterminée sous la responsabilité de l'exploitant. Les dispositifs de séparation des hydrocarbures sont entretenus au moins une fois par an par du personnel spécialisé, etc. Les consignes ou procédures de contrôle et d'entretien ainsi que les rapports établis à l'issue des opérations de contrôle et d'entretien sont conservés par l'exploitant pendant au moins cinq ans et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Les eaux pluviales issues des plateformes d'entreposage des déchets sont collectées et envoyées à un premier système de traitement (séparateur hydrocarbures) avant de rejoindre le bassin de

<p>recueil des eaux pluviales.</p> <p>Les eaux issues de la zone de la station service sont collectées par un réseau spécifique et envoyées à un premier système de traitement (séparateur hydrocarbures) avant de rejoindre le bassin de recueil des eaux pluviales.</p> <p>Ces eaux contenues dans le bassin de recueil des eaux pluviales transitent ensuite vers un second système de traitement (séparateur hydrocarbures) avant rejet au milieu naturel.</p> <p>Les eaux des parkings Poids Lourds et Véhicules légers sont collectées par un réseau spécifique et envoyées à un système de traitement (séparateur hydrocarbures) avant rejet au milieu naturel.</p> <p>L'exploitant a présenté le plan des réseaux en cohérence avec ses explications.</p> <p>Les eaux issues du bassin de recueil des eaux pluviales sont contrôlées 2 fois par an par un organisme tiers. L'exploitant a transmis les rapports d'analyse de 2025 sur des prélèvements réalisés le 22 juillet et le 2 décembre 2025 : l'ensemble des paramètres l'article 5.3.2.2 est analysé ainsi que les paramètres indice phénol, chrome VI, cyanures, AOX, dichlorométhane, phosphore total et arsenic. Des dépassements des valeurs limites d'émission (VLE) sont constatés pour les paramètres DCO (sur les 2 analyses), MES et arsenic.</p> <p>Les eaux issues des parkings sont contrôlés 1 fois par an. L'exploitant a transmis le rapport d'analyse pour 2025 : Aucun dépassement des VLE sur l'ensemble des paramètres réglementaires.</p> <p>L'exploitant déclare réaliser l'entretien de ses systèmes de traitement 4 fois par an, sauf le système de traitement associé aux eaux issues des parkings qui est réalisé 1 fois par an.</p> <p>L'exploitant a présenté les bordereaux de suivi des déchets produits à l'issue du dernier entretien des systèmes de traitement (4) réalisé le 16 mars 2026.</p> <p>Afin de corriger les dépassements répétés en DCO, l'exploitant déclare modifier le système de traitement de ses eaux en remplaçant le séparateur hydrocarbure en sortie du bassin de recueil des eaux pluviales par un décanteur particulaire.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant met en place les actions correctives rendues nécessaires par les dépassements de VLE relevés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 10 : Contrôle des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Analyse de la conformité des résultats - Gestion des observations</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes françaises qui lui sont applicables. La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle du paratonnerre éventuel.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.</p>

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fait réaliser le contrôle de ses installations électriques le 3 juillet 2025 : 3 observations ont été constatées. L'exploitant a transmis le devis signé pour la réalisation des actions correctives.</p> <p>L'exploitant a transmis le certificat Q18 qui fait état d'un risque d'incendie et/ou d'explosion.</p> <p>L'exploitant a transmis le bon d'intervention encadrant l'action corrective daté du 5 mars 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet le bon d'intervention des actions correctives.</p> <p>Pour les prochains contrôles des installations électriques, il s'agira de faire preuve d'une meilleure réactivité pour réaliser les mesures correctives.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 11 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/09/2009, article 8.10.1 et 8.10.2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité des moyens - contrôle annuel - confinement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Art. 8.10.1 : Moyens</u></p> <p>L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et des déchets ; - des robinets à incendie armés (RIA) dans les bâtiments prévus pour les déchets banals non métalliques (bois, cartons, plastiques et ces déchets en mélange) au nord ouest du site, installés conformément à la règle R 5 de l'APSAD ou toute autre règle au moins équivalente en vigueur ; - la détection incendie relié à un système d'alarme et d'alerte (télésurveillance...) dans les bâtiments (ou halls) dans lesquels sont entreposés des déchets banals (hors métaux) et des équipements électriques et électroniques au rebut, ainsi que dedans ou à défaut à proximité des armoires à déchets dangereux; - un système de fermeture automatique asservi à la détection incendie de la vanne de fermeture du rejet en sortie du bassin de recueil des eaux de ruissellement du site. Ce système de fermeture automatique peut aussi être déclenché à distance sans incendie en cas de déversement accidentel de produits polluants par exemple. <p>Les moyens externes sont constitués de deux poteaux à incendie sur le domaine public à proximité du site (200 m maximum de l'entrée du site) permettant d'obtenir un débit chacun d'au moins 100 m3 /h environ. Ces moyens externes sont complétés par une réserve d'eau sur le site dont le volume d'eau disponible est au moins égal à 200 m3 (afin d'obtenir 400m3 /2 heures).</p> <p>Cette réserve d'eau exclusivement réservée à l'extinction d'incendie, est distincte du dispositif de confinement et de stockage tampon des eaux pluviales du site. La conception de la réserve d'eau et des aménagements associés (raccordement des équipements de pompage) est à réaliser en concertation avec le service départemental d'incendie et de secours, bureau opérations du</p>

groupement territorial de Nantes, 37 rue Maréchal Joffre à Nantes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention.

Les équipements placés sous la responsabilité de l'exploitant sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

8.10.2 : Protection des milieux récepteurs (confinement)

Les réseaux susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction), sont raccordés à un dispositif de confinement étanche aux produits collectés d'une capacité minimum de 600 m³ (constitué d'un bassin de recueil des eaux de ruissellement offrant en permanence une capacité utile pour le stockage d'eaux d'incendie).

La vanne dispose, en plus d'un dispositif de fermeture manuel, d'un système de fermeture automatique du rejet en sortie du bassin, asservie à la détection incendie permettant de fermer cette vanne à distance dès qu'un incendie est détecté. Ce système de fermeture automatique permet également une fermeture à distance de cette vanne (en dehors de la détection incendie) à partir d'un poste de commande (éventuellement par le personnel en astreinte ou de gardiennage ou de télésurveillance).

Les dispositions à prendre pour la mise en oeuvre du confinement d'eaux polluées (fermetures automatique et manuelle de la vanne) font l'objet de consignes écrites avec plan de localisation des équipements à manipuler ou à mettre en oeuvre. Elles sont affichées dans l'établissement à l'attention du personnel et sont portées à la connaissance des services d'incendie et de secours (éventuellement dans le cadre d'un plan d'établissement répertorié ...).

Les effluents devront être éliminés dans des filières appropriées qu'après une caractérisation physico-chimique. Le rejet au réseau des eaux pluviales public n'est admis qu'après vérification du respect des valeurs limites de rejet fixées dans le présent arrêté et sous réserve de l'absence de perturbation sur le milieu récepteur (débit régulé).

En tant que de besoin, en attente des résultats d'analyses et de l'élimination des effluents d'incendie ou d'accidents, des mesures devront être prévues (telles que des moyens pour stocker temporairement ces effluents), afin de rendre opérationnel, dans les meilleurs délais, le bassin de recueil des eaux de ruissellement du site et de confinement.

Les bassins constituant la réserve d'eau incendie et le confinement des eaux d'extinction sont maintenus en temps normal à un niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaire à leur mise en service doivent pouvoir être actionnés en toutes circonstances. Des consignes éventuellement affichées sur les lieux d'utilisation à l'attention du personnel sont rédigées à cet effet.

Constats :

Le site dispose d'extincteurs sur l'ensemble du site d'exploitation et de RIA (3), notamment à proximité du bâtiment prévu pour les déchets banals non métalliques (bois, cartons, plastiques). L'ensemble du site est sous détection incendie relié à un système d'alarme et d'alerte (télésurveillance).

Le site ne dispose pas d'un système de fermeture automatique asservi à la détection incendie de la vanne de fermeture du rejet en sortie du bassin de recueil des eaux de ruissellement du site. Ce système de fermeture est manuel.

Les moyens externes sont constitués de quatre poteaux incendie sur le domaine public à proximité du site délivrant des débits respectifs de 117, 98, 89 et 83 m3/h. Ces contrôles ont été réalisés le 28 mars 2024. Ces moyens externes sont complétés par une réserve d'eau sur le site dont le volume d'eau disponible est de 120 m3. Cette réserve permet d'alimenter les 2 poteaux incendies internes. Un surpresseur a été installé sur ce dispositif afin d'assurer un débit suffisant. Le site dispose d'un bassin de confinement dont le volume est constaté disponible.

Les moyens de protection incendie ont été contrôlés :

- Le 18 juin 2025 pour les extincteurs. Le certificat Q4 fait état d'une installation conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.
- Le 18 juin 2025 pour les RIA. Le rapport fait état d'une installation conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R5.

Les éléments de contrôle n'appellent pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place un système de fermeture automatique de la vanne de confinement associé à la détection incendie.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 12 : Traitement des déchets (broyage de bois - cisailage des métaux)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2009, article 1.1.4, 3.4.6.1 et 4.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des émissions diffuses et des envols - Nature des traitements

Prescription contrôlée :

Art. 1.1.4 : Traitement des déchets

Nature des déchets visés	Type de valorisation exercée
Papiers et cartons -5 000 t/an	Tri (mise en balles)
Plastiques -500 t/an	Tri (mise en balles)
Bois -5 000 t/an	Tri / broyage
Métaux -20 000 t/an	Tri, cisailage éventuel
Déchets industriels banals en mélange -15 000 t/an	Tri

Verre -6 000 t/an	Tri / regroupement
-------------------	--------------------

Art. 3.4.6.1 : Généralités

Les aires de réception, de stockage et de tri des déchets et des refus doivent être conçues pour prévenir les envols et la dispersion des déchets ou matériaux en dehors des aires de dépôts. L'usage de chaque aire est clairement signalé. Leur dimensionnement est adapté aux conditions d'apport, de stockage, de tri et d'évacuation de façon à éviter tout dépôt, même temporaire, en dehors de ces aires.

Art. 4.2 : Broyage de bois

L'installation de broyage de déchets de bois est équipée d'un dispositif d'abattage des poussières par pulvérisation d'eau(ou dispositif au moins équivalent) devant efficacement éviter la dispersion de poussières en dehors de la zone réservée au broyage.

Dans le cas où l'installation de broyage serait équipée d'un dispositif de capotage et de captation des poussières à la source avec dépoussiérage des effluents gazeux avant rejet à l'atmosphère (rejet canalisé), les dispositions qui s'appliquent en la matière sont celles de l'arrêté ministériel du 23 mai 2006 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 2260.

Constats :

L'exploitant déclare n'avoir jamais mis en place d'activité de broyage de déchets de bois.

L'exploitant déclare également réaliser ponctuellement des opérations d'oxycoupage pour les déchets de métaux.

Au vu des activités déclarées, aucun classement IED n'est à envisager.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Une mise à jour du classement est à envisager au vu des activités déclarées.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/12/2009, article 3.3.1

Thème(s) : Autre, Séparation des déchets par nature

Prescription contrôlée :

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Constats :

Lors de la visite d'inspection du site , il est constaté la présence de DEEE dans une case d'entreposage de déchets de métaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant réalise la séparation des déchets par nature et retire les DEEE de la case

d'entreposage des déchets de métaux et entrepose ces derniers dans une case dédiée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois